

## Délibération n° 2020-10-103 du 15 octobre 2020

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-79 et D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 15 octobre 2020,

Décide :

#### **Exposé des Motifs**

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche des entreprises privées de services à la personne a transmis à France compétences, avant le 24 août 2020, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches



sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

## Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises privées de services à la personne, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

## Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des entreprises privées de services à la personne dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

## Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 15 octobre 2020

Le Président du Conseil d'administration,  
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

## Recommandations de France compétences à la branche des entreprises privées de services à la personne

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des entreprises privées de services à la personne pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés : 3127**

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP2903	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET ÉDUCATIF	9000	8313	7275	8625	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP367	CERTIFICAT D'APTITUDE AUX FONCTIONS DE DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT OU DE SERVICE D'INTERVENTION SOCIALE (CAFDES)	10000	8550	7674	9000	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP17163	CONDUCTEUR-E ACCOMPAGNATEUR-E DE PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE	9000	6933	6468	8000	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP12067	DIRIGEANT DE L'ÉCONOMIE MÉDICO-SOCIALE	10000	8800	7674	9750	NON CONFORME



Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP1046	DOMOTIQUE	10000	7800	7566	8034	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP29796	DOMOTIQUE (FICHE NATIONALE)	9000	7800	7566	8034	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP28157	RESPONSABLE D'ENTREPRISE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	6800	7300	7081	7519	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés